Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1055

Rubrik: En bref

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Mieux c'est

(*ag*) M. Claude de Saussure qui préside l'Association suisse des banquiers a prononcé à Zurich lors de la 78e assemblée générale son discours tour d'horizon et donneur de leçon.
Il a en cette circonstance déclaré, exaltant les vertus de l'initiative privée et du marché: *«Moins l'Etat gêne la concurrence mieux c'est. Mais l'économie doit également mettre en pratique cette concurrence»* (cité par l'ATS).
Celui qui se souvient de la résistance acharnée des banques aux propositions de la Commission des cartels exigeant qu'il soit mis fin à des conventions limitant la concurrence interbancaire, celui qui se souvient qu'il a fallu l'intervention de l'Etat pour que l'interdiction de ces pratiques ait force obligatoire, celui qui se souvient appréciera cette aptitude au bilinguisme. ■

Le non-dit des élections

(*jg*) Tous ceux qui ont suivi une fois des cours de sciences sociales sur les bancs d'une université le savent bien: le plus important, c'est le plus caché. Il en va de même bien sûr des campagnes électorales: ce qui compte vraiment, c'est souvent ce qui est tu. Et il y a un non-dit gigantesque dans la campagne électorale actuelle, c'est la xénophobie, la haine de l'autre.
Bien sûr, on parle des candidats à l'asile, des saisonniers, des désormais fameux trois cercles du Conseil fédéral. Mais la montée de l'exclusion dans les têtes, le rejet des *étranges étrangers* comme disait Prévert, cela on n'en parle pas. Même les Démocrates suisses, l'ex Action nationale s'avance masquée. Bien sûr, ils réclament la suspension de la loi sur l'asile, ils demandent de «fermer les vannes» et comme Giscard, ils utilisent dans leur tract électoral, du moins dans le vaudois, le mot invasion. A part ça un discours plutôt lisse, où l'on parle de loi et de statut, jamais de personnes.
Evidemment, la situation a changé depuis les années septante, la frontière entre le *nous* et le *eux* est beaucoup plus floue ? Il y a vingt ans, c'était *nous* les Suisses avec les blancs du Nord et *eux* les bronzés du Sud. Aujourd'hui, c'est *nous* les Suisses avec l'Europe de l'Ouest et *eux* qui sont pauvres et qui viennent de loin.
Il faut tendre l'oreille et écouter les conversations, banales, dans les bistrots. C'est ce fonctionnaire propageant le dernier fantasme en vogue: les cars de yougoslaves qui passent la frontière remplis de passagers et qui repartent à vide. D'ailleurs des gens dangereux, disait-il avec l'approbation des voisins de table: ils ont tous des couteaux !
Et le lendemain, cette dame qui vient de finir sa partie de tennis et qui s'en prend avec véhémence aux requérants: tous des touristes, et il y a des petites annonces dans la presse là-bas au Sri Lanka: comment passer six mois à l'œil en Suisse. Vous pouvez toujours argumenter, on vous sert ensuite les deux arguments massues. Le premier est attendu: et les petits vieux qui n'ont que l'AVS ! Le second est plus singulier: moi, dans ma boîte, j'utilise des Portugais au noir; au moins eux ils bossent sans rien dire, tandis que les requérants...
Des conversations au vol; du subjectif bien sûr. Peut-être rien de significatif, peut-être au contraire l'indice d'un mouvement souterrain, d'un basculement que l'on pressent sans trop oser en parler. Restons dans les citations: *Ce qu'on ne peut dire, il faut le taire* disait Wittgenstein. Justement on ne le tait plus dans les bistrot, mais on en parle peu sur les plateaux. Le retour de la désignation de l'étranger qu'il faut rejeter s'accompagne aussi d'un rejet du langage politisé et technocratique: les vieux, voire les petits vieux sont de nouveau là et le troisième âge s'estompe.
Sur le plan électoral, le programme des partis xénophobes n'a pas d'importance, les noms de leurs candidats non plus. D'ailleurs, il vaut encore mieux ne pas avoir de programme et présenter des inconnus. Le citoyen qui se plaint au bistrot ne lira rien dans les médias sur son sujet de vaticination favori, votera pour des non-candidats dont il ne sait rien qui lui présentent un non-programme dont il se moque. Mais ils se retrouvent sur le non-dit. Alors que peuvent faire les partis, disons, civilisés et les médias ? justement, en parler ! ■

L'improbable contrôle

(*pi*) La députée popiste Marianne Huguenin voudrait... privatiser l'inspectorat fiscal vaudois. A l'appui de la motion qu'elle a déposée sur ce sujet, elle rappelle l'insuffisance de ce service:
Rien n'a changé depuis le constat d'insuffisance fait il y a huit ans. La loi n'est tout simplement pas appliquée: rappelons que la loi sur les impôts directs cantonaux du 26 novembre 1956 prévoit un contrôle périodique en principe tous les cinq ans. D'après le rapport de gestion, moins de 100 dossiers sont traités chaque année en révision, pour un total de 32 000 contribuables personnes morales et indépendants. Ceux-ci ont donc une probabilité de 3 pour mille d'être sondés, ou, autrement dit, il faudrait 320 ans pour que l'ensemble des contribuables soient contrôlés une fois !
Les députés, en majorité indépendants, savent évidemment à qui le crime profite... ■

EN BREF

Une lieutenante de SFA a commandé une section d'état-major comprenant une sous-officière SFA, trois soldates SFA, cinq caporaux et trente-huit soldats. Le commandant de compagnie avait désigné un premier-lieutenant plus âgé comme recours en cas de problèmes. L'officière Doris Krauer fait le récit de son expérience dans le bulletin zurichois du Forum Jeunesse et Armée.

Collaboration envisagée entre le grand club milanais de football AC Milan et le modeste FC Lugano. La proximité des deux clubs et les conditions différentes pour l'emploi de joueurs étrangers dans la CE et en Suisse pourraient faciliter une entente à condition que Lugano se distingue en Suisse.

Le nouvel ambassadeur de France en Suisse, M. François Marcel Plaisant, a adressé un message aux lecteurs du *Journal français*, organe des Français en Suisse. Il note que cette colonie française est *«la plus importante du monde si l'on compte les Français établis à proprement parler»*.

Changement d'affectation, l'ancienne ambassade de la République démocratique allemande à Berne est actuellement le siège du service consulaire de l'Ambassade soviétique en Suisse.